

# L'impuissance de Bercy face à la cascade de plans sociaux

Ascoval, Ford, ArjoWiggins... Le gouvernement est accusé de disposer de peu de marges de manœuvres face aux fermetures de ces usines.

Par Benoît Floc'h Publié aujourd'hui à 10h24, mis à jour à 10h24

Pour Bruno Le Maire, ministre de l'économie, c'est une maigre consolation. Dans une période où les mauvaises nouvelles sur l'industrie française tombent comme à Gravelotte, le tribunal de grande instance de Strasbourg a accordé, mercredi 27 février, un mois de plus à Ascoval pour trouver un repreneur. C'est ce que souhaitait l'Etat. L'aciérie de Saint-Saulve (Nord) et ses 280 salariés ont été lâchés par Altifort, incapable de réunir les fonds nécessaires au rachat.

Pour le reste, Bercy affronte toujours des vents contraires. Une journée « ville morte » est programmée jeudi, notamment à Bessé-sur-Braye (Sarthe), en soutien du papetier ArjoWiggins, mis en liquidation en janvier. Lundi, le gouvernement a dû prendre acte de la fermeture de l'usine Ford Aquitaine industries, située à Blanquefort (Gironde), qui fabrique des boîtes de vitesses automatiques. Le constructeur américain a en effet rejeté l'offre de reprise du belge Punch Powerglide, et le deuxième projet de plan de sauvegarde de l'emploi de Ford doit être examiné par l'Etat avant le 4 mars.

**Article réservé à nos abonnés Lire aussi Benoit Simian : « Il faut tout faire pour que Ford ne parte pas de Blanquefort sur la pointe des pieds »**

« L'attitude de Ford est indigne d'un grand groupe industriel », a tempêté Bruno Le Maire, lundi. Pourtant, le gouvernement apparaît démuné face à ces fermetures en rafale. Philippe Poutou, ancien candidat du Nouveau Parti anticapitaliste à l'élection présidentielle et secrétaire de la CGT de l'usine de Blanquefort, dénonce un Etat « en mal d'imagination ou sans volonté réelle de se confronter à la multinationale Ford ou sans moyen réel ». Citant Ford et Ascoval, Génération. s, le mouvement de Benoît Hamon, déplore que « deux nouveaux fleurons industriels [soient] menacés par une impuissance publique aussi consternante que coupable ».

## « L'Etat peut faire pression »

Impuissant, Bercy ? « La marge de manœuvre est importante. On peut faire beaucoup de choses », se défend-on dans l'entourage de M. Le Maire. « Depuis deux ans, sur quatre emplois menacés dans l'industrie, nous en avons sauvé trois ! », déclarait le ministre aux Echos, mercredi. Nous l'avons fait pour William Saurin, où 1 500 emplois étaient en jeu, pour GM & S dans la Creuse, avec 120 emplois sauvés, pour AR Industries à Châteauroux, avec 350 emplois sauvegardés, et Doux, avec 900 emplois. Je continuerai donc à m'engager et à me battre pour chaque emploi industriel menacé. »